

DÉLIBÉRATIONS



Le 17 octobre 2025 à 14h35 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Amèle MANSOURI, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET

Étaient représentés :

Madame Zohra AMIMI ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES
Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,
Madame Mireille VACHE-PICAT ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

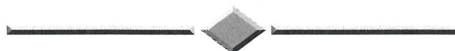
Étaient excusés :

Madame Béatrice BOCHET, Monsieur Jean DE BEIR

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 10 octobre 2025



DÉLIBÉRATIONS

2025/17102025/20

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251017-1710202579-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/10/2025

Publication : 23/10/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

20 DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DE LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITÉS - DOMICILIATION - AUTORISATION SIGNATURE

MESDAMES, MESSIEURS,

La domiciliation administrative permet à des personnes qui n'ont pas de domicile stable, au sens où ils n'ont pas un accès constant et confidentiel à leur courrier, de disposer d'une adresse. Cette adresse leur permet d'accéder à leurs droits civiques (délivrance d'un titre national d'identité, inscription sur les listes électorales...) et sociaux (prestations sociales...).

La domiciliation est un élément essentiel de la lutte contre le non-recours aux droits et pour la sécurisation des démarches (réception de convocations, etc.), et, par conséquent, de lutte contre la pauvreté.

Les C.C.A.S exercent de plein droit la compétence domiciliation.

A Rouen, le service (2 ETP) traite en moyenne 150 demandes de domiciliation mensuelles, auxquelles s'ajoute la distribution du courrier (1 500 passages mensuels).

En 2023, pour la première fois, l'État a accordé au C.C.A.S de Rouen un soutien financier de 37 500 € dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt visant à soutenir les C.C.A.S. augmentant le nombre de personnes ayant accès au service ou améliorant l'accompagnement social des personnes domiciliées.

La Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités a confirmé le renouvellement du financement de l'action pour 2025.

Les crédits dédiés au C.C.A.S. de Rouen sont fixés à 28 592 € correspondant à 19,39 % du coût global de l'action.

Le dossier de demande de subvention est annexé.

Le Conseil d'Administration est invité à solliciter une demande de subvention auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités d'un montant de 28 592 € pour le fonctionnement 2025 de la Domiciliation.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles R.123-20 et suivants,

VU la note d'information N° DGCS/SD1B/2018/56 du 5 mars 2018 relative à l'instruction du 10 juin 2016 relative à la domiciliation des personnes sans domicile stable,

CONSIDÉRANT les moyens importants et qualitatifs dédiés par le C.C.A.S. pour domicilier les personnes sans résidence stable sur notre territoire,

DÉLIBÉRATIONS

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :



- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer la demande de subvention d'un montant de 28 592 € auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités pour le fonctionnement 2025 de la Domiciliation ainsi que la convention financière qui en découlera,
- Dit que les crédits seront inscrits au budget principal au chapitre 74 « Dotations, subventions et participations » au compte 74718 « Etat »

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation

Marie DESBORDES
Vice-Présidente Déléguée du C.C.A.S. de Rouen



Madame la Vice-Présidente Déléguée du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.